



Contribution de David Cadier

« La reconfiguration géopolitique et stratégique de l'ordre mondial et ses conséquences en matière de défense »

Séance du 10 octobre 2025

« *La reconfiguration des politiques étrangères et de défense dans le nouvel ordre mondial* »

Madame la Présidente,

Monsieur le Secrétaire perpétuel général,

Mon Général,

Mesdames et Messieurs les Académiciens,

Je tenais d'abord également à vous remercier de l'opportunité qui m'est offerte de m'adresser à vous cet après-midi. Je suis très heureux de représenter l'IRSEM au côté du directeur sur ces sujets de stratégie. Ma présentation va être complémentaire également d'un point de vue à la fois thématique et géographique puisque tel qu'il a été mentionné, je vais me concentrer plutôt sur les questions de politique étrangère et, sans surprise, je vais illustrer mon propos, sur la base de mon expertise géographique et donc je m'interrogerai notamment sur la transformation des politiques étrangères face à la reconfiguration de l'ordre de sécurité européen suite à la guerre Russie-Ukraine en cours.

Aux premières heures du 24 février 2022, sans prendre la peine de modifier des plans de bataille qui avaient été interceptés et largement révélés par le renseignement américain, Vladimir Poutine lançait ses chars à l'assaut de l'Ukraine et faisait par là basculer l'Europe dans une nouvelle ère géopolitique.

Le retour de la guerre interétatique sur le continent, l'effondrement de l'architecture de sécurité européenne sous le souffle de cette déflagration, la propension à la prise de risque et la violence coercitive du Kremlin révélée par cette invasion ou encore la nécessité de soutenir l'Ukraine pour que cet usage désinhibé de la force ne soit pas récompensé et car elle constitue la première ligne de défense de l'Europe constitue autant de défis stratégiques majeurs pour les pays européens. À cette menace par-delà l'Oural que beaucoup de pays européens considèrent comme existentiel s'ajoutent des questions non moins existentielles émanant de l'autre côté de l'Atlantique cette fois puisque la réelle action de Donald Trump et sa prise de fonction confirment une tendance lourde à savoir la volonté des États-Unis de se désengager progressivement de la sécurité européenne dont ils étaient l'ultime garant depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, les Européens s'interrogent sur l'étanchéité du

parapluie de sécurité américain et s'inquiètent de le voir se refermer brusquement. Ils guettent avec appréhension la réaction de Washington lorsque des drones ou des avions de combat apparaissent dans les ciels polonais, roumains ou estoniens, et ils attendent avec inquiétude la National Post Review, le document qui va sanctifier un ajustement des déploiements militaires américains dont beaucoup s'attendent à ce que les déploiements militaires européens soient réduits.

En somme le mauvais temps géopolitique est là pour durer et il force les Européens à fondamentalement repenser leur sécurité et leur défense et à faire des choix coûteux et de long terme en la matière. Seulement, et ça va être le cœur de mon propos, les différents contextes de politique intérieure s'y prêtent de moins en moins. La fragmentation et la polarisation des communautés politiques nationales, l'irréconciliabilité des positions, la paralysie des institutions et surtout la montée des populismes jusqu'aux plus hautes fonctions de gouvernement dans de nombreux pays européens font que la politique étrangère est de plus en plus la victime collatérale de la politique intérieure.

Les décideurs de politique étrangère en somme se trouvent entre le marteau et l'enclume, pressés par des défis et des opportunités externes mais empêchés par des contraintes et des considérations internes. Dans ce propos, je souhaite examiner la transformation des politiques étrangères européennes et de l'ordre de sécurité européen en apportant des éléments de réflexion sur cette tension. Je le ferai à partir de mon ancrage disciplinaire, c'est-à-dire en mobilisant la démarche et les outils de ce qu'on appelle l'analyse de politique étrangère qui est une sous-discipline des relations internationales. Je le ferai évidemment en me basant sur mes propres recherches de terrain en Europe centrale et sur la guerre Russie-Ukraine et je le ferai avec une certaine humilité car je sais qu'il y a une grande expertise à la fois diplomatique, militaire et stratégique dans la salle. Donc, je me réjouis de pouvoir échanger avec vous sur ces questions après ma présentation.

Je vais commencer par mon premier point en essayant de brosser le portrait du moment géopolitique dans lequel se trouve l'Europe et d'apporter des éléments de réflexion sur le futur environnement stratégique du continent. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine de 2022 a pris beaucoup d'analystes, de militaires et de diplomates par surprise jusque dans les structures de pouvoir de la Russie. Une anecdote qui m'a été confirmée par un conseiller du président Biden qui m'expliquait que Jack Sullivan, donc le principal conseil de politique étrangère du président Biden, quelques jours avant l'invasion russe, a appelé quelqu'un au Kremlin pour lui dire "Nous savons ce que vous apprêtez à faire, ne le faites pas." Le problème, c'est que cet interlocuteur n'était pas au courant de l'invasion qui se préparait et donc il a fait semblant de savoir à quoi Jack Sullivan faisait référence mais il n'était lui-même pas dans la boucle de cette invasion qui était préparée dans l'ombre. Ceci rend l'analyse a posteriori assez difficile vu l'opacité du système de politique étrangère russe. Mais malgré tout, il me semble que chercher à comprendre les ressorts, les déterminants et les paramètres de ces décisions d'envahir l'Ukraine est absolument crucial si on souhaite réfléchir à l'évolution, à la résolution et surtout aux suites de cette guerre.

Il est par exemple nécessaire de réfléchir à ces aspects si l'on souhaite déterminer si l'invasion de l'Ukraine est un cas singulier. Si c'est un exemple d'une obsession personnelle de Vladimir Poutine ou si ça révèle une tendance lourde qui pourrait concerner des alliés de l'OTAN du flanc de l'Est. Pour se faire, ma proposition c'est qu'il faut à mon avis se méfier de toute explication déterministe, essentialiste et culturaliste et de ceux qui nous conseillent de relire le marquis de Custine ou Dostoïevski ou de remonter à Ivan-le-Terrible pour comprendre cette décision. Il me semble qu'il faut plutôt essayer de la replacer dans son contexte, essayer de retrouver les contingences qui l'ont déterminée. Et sans m'attarder pour les nommer brièvement, je pense qu'il faut voir l'interprétation que les Russes ont faite du retrait américain d'Afghanistan en 2021. Il faut voir les changements effectués en politique intérieure par Zelenski à partir de 2019, notamment à l'égard des hommes politiques ou des télévisions prusses. Et il faut aussi, c'est un des propres des analyses de politique étrangère, penser à la psychologie de Vladimir Poutine, à son isolement durant le Covid ou encore au défaut de son appareil sécuritaire et de ses services de sécurité qui en fait lui disaient ce qu'il voulait entendre et qui lui ont laissé croire que cette invasion serait facile.

Ce qui apparaît clairement, quoi qu'il en soit, ce sont les buts de guerre de la Russie en Ukraine. Il s'agit pour Moscou tout simplement de subjuguier l'Ukraine, d'être en position de dicter ses choix politiques et géopolitiques. Certains considèrent que cette volonté procède d'un désir d'empêcher une intégration de l'Ukraine dans les structures politico-militaires occidentales. D'autres, au contraire, mettent l'accent sur un logiciel expansionniste et impérialiste qui anime cette invasion. Selon moi, ces deux explications ne sont pas incompatibles et à mon avis, elles doivent même être combinées et le résultat, de toute façon, est le même. Nous sommes face à une Russie qui considère que pour assurer sa propre sécurité, il est nécessaire de dominer ses voisins. Les États européens en ont pris acte et c'est sur eux que je souhaite me concentrer car si l'agressivité et le peu de cas que la Russie faisait du droit international étaient connus avant 2022, ça a été mentionné, ce qui est spécifique à 2022, c'est la propension à tolérer le risque, propension à s'embarquer dans des aventures destructives et coûteuses qui inquiètent les Européens. Ça les amène à se demander si la dissuasion de l'OTAN suffirait à dissuader la Russie d'une opération similaire, ce qui les conduit à apporter un soutien déterminé et déterminant à l'Ukraine, financier et militaire, car ils considèrent qu'une Russie qui aura essuyé une défaite stratégique en Ukraine sera moins encline ou en tout cas moins capable de défier un État de l'OTAN.

Néanmoins, entre les États européens et la Russie, les antagonismes et les perceptions mutuelles de la menace. Il nous faut à mon avis sans cesse nous rappeler que la paranoïa du pouvoir russe est telle qu'il est persuadé que l'Occident est là pour détruire la Russie. La perception des menaces est mutuelle. Donc ces antagonismes et ces perceptions de la menace perdureront au-delà même de la fin des hostilités en Ukraine.

En somme, le choix pour l'Europe, c'est une relation d'adversaire avec la Russie stable ou instable. Et plus spécifiquement, lorsque je parlais d'essayer de réfléchir à l'ordre de sécurité, ce ne sera pas au désordre de sécurité régionale à venir, je pense qu'il faut nous

attendre à une opposition entre deux blocs militarisés qui se font face, ce qui a plusieurs corollaires.

Le premier corollaire, c'est que l'entre-deux géopolitique, la zone grise géopolitique qui caractérisait pas mal d'États européens sera de plus en plus difficile à tenir. D'où les élections en Moldavie il y a quelques semaines, d'où également la nouvelle politique d'élargissement de l'UE qui a été remise sur la table précisément avec un but géopolitique. L'autre conséquence, c'est que la militarisation de la sécurité régionale amènera de nombreux risques d'escalade et d'accidents. Et je suis de ceux qui pensent que dans quelque temps, il faudra probablement discuter et réfléchir à la meilleure façon de prévenir ces risques d'escalade et d'accident.

Mais les autres points fondamentaux, pour terminer sur cette caractérisation de l'ordre d'environnement sécuritaire à venir en Europe, c'est qu'il faudra que ces deux blocs s'accordent sur deux choses. Premièrement, où passe la ligne de démarcation ? Et c'est tout l'enjeu de la guerre en Ukraine. Est-ce que cette division se situera à l'est de l'Ukraine, comme certainement souhaitent les Ukrainiens ? Est-ce qu'elle se situera à l'ouest de l'Ukraine, comme le souhaitent les Russes ? Ou est-ce que, comme il est plus probable, elle passera au milieu du territoire ukrainien actuel ? On sait que les guerres interétatiques majeures sont de nature à structurer la géopolitique pour les années, voire les décennies à venir. Et c'est probablement ce qui va se passer en fonction de la façon dont cette guerre en Ukraine est résolue. C'est pour ça que je comprends l'inquiétude des Européens de voir simplement les États-Unis gérer ces négociations. On peut penser évidemment à la guerre de Corée dont on sait que l'issue continue à structurer la péninsule plusieurs décennies après.

L'autre chose sur laquelle il faudra que les deux parties s'accordent, c'est ce qui est considéré comme une violation de cette ligne de démarcation. Il me semble que les drones qui apparaissent dans le ciel européen constituent un début de question sur ce qui constitue une menace conventionnelle hybride ou un passage de cette ligne.

J'en reviens à mon deuxième point, les réactions européennes dans ce contexte, la transformation de la politique étrangère. Et notamment essayer de comprendre dans quelle mesure ces transformations les prédisposent à relever les défis évoqués. Sur ce point, je résumerai mon propos de la manière suivante. L'Europe est devenue géopolitique, mais il lui reste à devenir stratégique. L'Europe est devenue géopolitique dans le sens où dorénavant elle se pense, s'affirme et se démarque comme un acteur à part entière dans la compétition de puissances territorialisées, qui est une des définitions simples de la géopolitique en tant que pratique des relations internationales. Longtemps, la géopolitique pour l'Union européenne a été un accident ou un vœu pieux. Un accident, puisqu'on sait que l'Union européenne a plutôt été créée pour empêcher la géopolitique au sein de ses frontières, plutôt que de faire de la géopolitique au-delà de ses frontières. Souvent, on parlait de géopolitique accidentelle de l'Union européenne dans le sens où elle avait, notamment dans le voisinage oriental, dans l'espace post-soviétique, un véritable pouvoir transformatif, mais qu'elle n'arrivait pas à diriger, à mettre en œuvre, à contrôler. La métaphore qu'on utilisait souvent, c'est celle du

glacier qui dérive, qui transforme les choses sur son passage, mais qui ne peut pas vraiment être conduit.

Cela a été un vœu pieux, puisque selon moi, même quand la nouvelle équipe de la Commission européenne en 2019 a souhaité se présenter comme Commission géopolitique, en vérité, elle n'en avait pas encore les moyens ni la détermination. Tout a changé en 2022, et l'Union européenne a, selon moi, franchi le Rubicon géopolitique.

Que l'on y songe, l'Union européenne a offert une perspective d'adhésion qu'elle avait longtemps refusée à un pays en guerre. Par ailleurs, elle entraîne les soldats de ce pays en guerre. Elle finance des livraisons d'armes à ce pays en guerre. Autre point assez fondamental, elle a réorienté des instruments existants pour aider l'effort militaire ukrainien. La Facilité européenne pour la paix était un fonds qui, à l'origine devait fournir des armes non létales dans la résolution de conflits. Aujourd'hui, ce fonds est utilisé pour financer des armes létales pour l'Ukraine.

Autre exemple, nous savons que dans le cadre des fonds de cohésion, l'Union européenne a passé beaucoup de temps à construire des autoroutes et des ponts. Dorénavant, ces fonds vont être utilisés avec une variable différente, celle de la mobilité militaire. L'Union européenne va s'assurer que les ponts et les autoroutes construites seront homologués pour que les chars européens puissent passer d'un pays à l'autre. Je pourrais ajouter d'autres exemples, notamment sur l'instrument SAFE qui permet l'endettement.

Selon moi, néanmoins, ces nouvelles vérités géopolitiques relèvent moins du réveil que de l'adaptation. Il y a un narratif qui parle d'un réveil géopolitique de l'Union européenne au son du canon. En réalité, je pense qu'il faut comprendre tout le temps l'Union européenne comme une arène où différents récits, différents cadrages des problèmes, différentes solutions coexistent et certains dominent. Mais pour avoir fait des entretiens avec des diplomates tchèques ou polonais dès le milieu des années 2000, le discours qu'on entend aujourd'hui sur l'Ukraine ou sur la Russie, ils le tenaient déjà. Ce qui s'est passé, en fait, c'est plutôt que les actions prédatrices de la Russie sont venues rendre plus puissants certains récits et certaines visions au sein de l'Union européenne.

Le changement de logiciel est également visible dans les politiques étrangères nationales. Encore une fois, permettez-moi de vous donner des exemples :

La Finlande, comme vous le savez, a rejoint l'OTAN. En janvier 2022, il y avait simplement 30 % des Finlandais qui étaient favorables à une adhésion à l'OTAN. D'ici au printemps et à l'été 2022, ils étaient entre 60 et 70 %.

La Suède, pour la première fois, a financé des livraisons d'armes dans un pays en guerre.

Le Danemark, qui s'était tenu à l'écart de la défense européenne, a souhaité la rejoindre.

La France a changé de position sur l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN. Je l'ai mentionné.

Et l'Allemagne a sacrifié deux vaches sacrées, à savoir l'endettement et l'investissement dans les moyens militaires.

Pour autant, Europe géopolitique, mais pas vraiment Europe stratégique, selon moi, dans la définition qui a été donnée par Martial Foucault, à laquelle j'ajouterai un élément additionnel plus simple, voire plus simpliste, peut-être qui correspond à la définition

américaine de la stratégie, qui comprend la stratégie comme la définition de finalités claires et le choix et la mise en œuvre de moyens alignés sur ces finalités. Cela peut paraître simple comme définition, mais vu la nature de l'Union européenne, cela n'a pas toujours fonctionné de cette manière, en particulier dans l'approche à l'égard de l'Ukraine et de la Russie.

Du point de vue des finalités, encore aujourd'hui, en Ukraine, ces finalités sont négatives. Il s'agit d'empêcher une victoire de la Russie, mais il n'y a pas véritablement de théorie de la victoire en Ukraine qui est partagée par l'ensemble des Européens. Il n'y a très peu d'objectifs réalistes qui sont clairement identifiés par tous les Européens. Certains, évidemment, ont, à mon avis une vision très claire là-dessus, mais on voit que c'est en train, justement, de changer dans le cadre de la coalition des volontaires. Trop souvent, l'Union européenne parfois adopté, ou les Européens ont des positions de principe sur l'Ukraine sans avoir les moyens de les mettre en œuvre, ce qui me fait penser à la citation de Theodor Roosevelt qui disait que « la diplomatie, c'est parler doucement et avoir un gros bâton ». Souvent, l'Union européenne a un petit peu fait l'inverse.

De façon, à mon avis, plus inquiétante, les Européens ont aussi peine à s'accorder sur une stratégie de long terme à l'égard de la Russie, ce qui peut se comprendre dans le sens où les États-Unis sont en train de se rendre compte eux-mêmes. Il est très difficile, en ce moment, d'essayer d'influencer le comportement de politique étrangère de la Russie et donc d'influencer les résultats sur le terrain. Je pense qu'on peut également attendre plus d'une Europe plus stratégique d'un point de vue plus spécifiquement militaire et capacitaire, mais je pense que ce sera discuté par le général plus tard.

Les problèmes, en tout cas, sont connus. Ils ont d'ailleurs aussi été mentionnés par le général Lang en introduction. Il y a un sous-investissement chronique dans l'industrie de défense et un manque de coordination entre les différents champions nationaux en Europe.

Je voulais mentionner ce point également sur les défis stratégiques en matière capacitaire pour faire la transition avec ma troisième et dernière partie dans le sens où ces défis en matière de défense vont appeler des choix coûteux, des arbitrages au niveau des pays européens en matière tout simplement de budget et qui amènera sûrement à devoir réduire la voilure de l'État-providence, ce qui ne manquera pas de susciter des contestations et des débats en politique intérieure. Or, il se trouve, et c'est mon point principal, que les contraintes en la matière sont selon moi de plus en plus aiguës pour les décideurs de politiques étrangères.

D'une certaine façon, ma troisième partie va souligner que la façon de faire de la politique change et ceci a des répercussions sur les politiques de défense et de sécurité.

Plus spécifiquement, si je devais encore une fois résumer mon argument, je le ferais de la façon suivante. On assiste à une plus grande polarisation des débats et des espaces politiques nationaux, ce qui amène en retour une plus grande politisation de la politique étrangère. Je vais évidemment m'efforcer de définir ces termes, en commençant par celui de polarisation. J'entends par polarisation une configuration où les compétiteurs politiques ne se voient plus comme des adversaires mais comme des ennemis. Ce qui fait qu'ils sont moins portés au compromis en politique étrangère et plus enclin à utiliser ce domaine pour régler leur compte.

D'une certaine façon, un gouvernement peut se rapporter à la politique étrangère de trois façons lorsqu'il s'agit de sa stratégie à l'égard de son opposition.

Il peut soit chercher à isoler ou ignorer cette opposition en l'excluant du domaine réservé de la politique étrangère.

Il peut chercher un compromis avec elle

Ou il peut chercher à mobiliser sur les questions de politique étrangère, c'est-à-dire à dénigrer cette opposition pour se légitimer soi-même sur les questions de politique étrangère.

L'argument que je souhaiterais soumettre à votre jugement, c'est qu'il me semble que jusqu'à maintenant, les deux premières stratégies étaient caractéristiques des démocraties libérales et la troisième était plutôt caractéristique des Etats autoritaires.

Or, il me semble que cette troisième stratégie de mobilisation d'utilisation de la politique étrangère pour attaquer ses opposants est de plus en plus utilisée en Europe et pour une raison, à mon avis, qui tient notamment à la montée des populismes, notamment la montée des populistes à des positions de gouvernement.

Puisque, selon moi, le principal effet du populisme, une fois qu'il est porté au pouvoir, c'est la politisation de la politique étrangère, c'est-à-dire, encore une fois, l'utilisation de la politique étrangère dans la compétition politique.

C'est, je vous le promets, la dernière définition, mais je pense qu'avec la notion de populiste, on ne peut en faire l'économie, puisque c'est un terme surutilisé et souvent dévoyé, notamment pour attaquer des adversaires.

Pour moi, le populisme est moins une idéologie qu'une pratique. C'est moins une façon de voir qu'une façon de faire de la politique. En particulier, c'est une façon de représenter dans le discours ou d'incarner la politique comme étant fondamentalement structurée par une opposition entre un peuple pur et des élites corrompues. Plus spécifiquement, en politique étrangère, les résultats des recherches que j'ai pu mener avec des collègues (nous venons de terminer un ouvrage qui compte 36 chapitres et des cas d'études sur les cinq continents de situations où des acteurs populistes ont été portés au pouvoir. En s'interrogeant sur la façon dont ils se saisissent de la politique étrangère, de la politique de défense et des politiques de sécurité plus généralement).

Et un des résultats, c'est qu'il n'existe pas de politique étrangère populiste, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de préférence commune à l'ensemble des acteurs populistes. Le populisme ne se traduit pas en idée programmatique en relations internationales. Il est très difficile d'identifier une préférence de politique étrangère qui est partagée par tous les acteurs populistes. Beaucoup d'acteurs populistes sont pro-russes, mais ce n'était pas le cas de M. Kaczynski en Pologne, ni de Mme Meloni en Italie. Beaucoup de populistes sont eurosceptiques, mais ce n'était pas le cas de l'italien Berlusconi, du néerlandais. Pim Fortuyn ou de Andrej Babisz qui vient d'être élu en République tchèque, du moins jusqu'à ce qu'il soit mis en cause pour l'utilisation de fonds européens.

Il y a une tendance néanmoins à utiliser en ce moment l'aide à l'Ukraine comme une façon d'attaquer les gouvernements en place, puisqu'encore une fois, cette aide à l'Ukraine offre un récit tout trouvé, à savoir, c'était d'ailleurs, puisque je mentionne Andrzej Babisz en République tchèque, c'était un petit peu son argument, il reprochait à l'ancien

gouvernement de s'être plus occupé des Ukrainiens que des Tchèques. C'est quelque chose, à mon avis, qu'on va retrouver. Mais encore une fois, selon moi, l'effet du populisme, si je dois en identifier un porté au pouvoir, tient plutôt à cette politisation de la politique étrangère, ou si je devais paraphraser Clausewitz, à l'utilisation de la politique étrangère comme la continuation de la politique intérieure par d'autres moyens. Pour trois raisons qui se tiennent à la nature même de la pratique populiste.

La première est une logique de différenciation. Le populisme, c'est moins être quelque chose que ne pas être quelque chose. Et donc, cette définition en opposition fait que beaucoup d'acteurs populistes, une fois au pouvoir, vont chercher à définir la politique étrangère en opposition de celle de leur prédécesseur. Il suffit de voir comment Donald Trump, lors de son premier mandat, s'était fait fort de démanteler toutes les initiatives diplomatiques du président Obama, que ce soit sur l'accord avec l'Iran, que ce soit sur les accords climatiques et ainsi de suite, ou de voir comment aujourd'hui, une fois sur deux, lorsqu'il parle de la guerre en Ukraine, il tient à souligner que c'était la guerre de Joe Biden et que si lui avait été aux affaires à ce moment-là, elle n'aurait pas eu lieu.

L'autre aspect, à mon avis, propre au populisme et qui amène une politisation de la politique étrangère, c'est la logique de mobilisation du populisme qui, encore une fois, est également contre quelque chose et donc qui consiste à chercher à établir un lien direct avec la base sans passer par les institutions, sans passer par les partis, sans passer par les ministères, et qui, en fait, amène à tout de ce fait jager à l'aune des considérations de politique intérieure. Permettez-moi d'un autre exemple. Robert Fico en Slovaquie, qui aujourd'hui est un des leaders européens qui est le plus critique de l'aide à l'Ukraine ou des sanctions à l'encontre de la Russie. Mais c'est moins sur le fond que sur, encore une fois, la possibilité d'attaquer le gouvernement précédent qui s'était démarqué, qui était même allé plus loin que la moyenne de la population, de la classe politique dans l'aide à l'Ukraine, ou encore tout simplement des aspects plus concrets. Robert Fico a fait du chantage sur les sanctions européennes contre la Russie parce qu'il voulait éviter ce texte européen qui prévoit l'arrêt de toutes les importations d'hydrocarbures russes. Or, on sait que les hydrocarbures slovaques sont abondamment subventionnés et plus concrètement, si ceci ne venait plus être le cas, M. Fico perdrait le pouvoir et ne viendrait pas à être réélu.

Dernier point avant ma conclusion. Encore une fois, un aspect, à mon avis, caractéristique de la pratique populiste, c'est la priorisation des considérations de politique intérieure par rapport aux considérations de politique extérieure. Et si je prends un autre exemple centre-européen, le cas de Viktor Orbán, encore une fois, aujourd'hui présenté comme un cheval de Troie de la Russie en Europe, à mon avis, c'est un petit peu exagéré puisque si M. Orbán comme M. Fico aiment à parader à l'égard de leur opinion publique, derrière portes closes à Bruxelles ils sont beaucoup moins sur cette ligne. Et de fait, lorsqu'on regarde dans le détail, ni M. Fico ni M. Orbán n'ont mis en cause la participation de leur pays à la force de réassurance, aux mesures de réassurance de l'OTAN à l'égard du front de l'Est. Donc c'est plus de la posture géopolitique. Mais ce qui est intéressant, c'est que Viktor Orbán a commencé cette politique étrangère qui consistait en fait à faire des appels de pied à la

Russie et à la Chine quatre ans après avoir été élu en 2014. Pourquoi ? C'est à ce moment-là que l'Union européenne a commencé à regarder de plus près les entorses à l'état de droit qu'il faisait en politique intérieure. Et donc c'est une façon pour lui d'essayer de faire contrepoids.

Je finis sur cet exemple pour résumer mon propos qui était en fait d'essayer de souligner que le populisme au pouvoir, à un moment d'un nécessaire réveil stratégique européen, illustre cette tension que j'ai voulu mentionner entre militarisation et politisation de la politique étrangère. Dans une métaphore célèbre, le politiste américain Robert Putnam expliquait que les décideurs de politique étrangère doivent constamment jouer sur deux tables. Une table de jeu de politique intérieure où il s'agit de négocier avec les associations, les syndicats, l'opposition, et une table de politique internationale où il s'agit plutôt de négocier avec les autres États, les organisations internationales. Et tout l'enjeu est de pouvoir jouer une table contre l'autre et en général on va dire qu'on a les mains liées à une table pour pouvoir gagner d'autres choses sur l'autre table. Il me semble que le leader populiste ou plus généralement la polarisation en cours dans les systèmes politiques nationaux font que les décideurs misent tout sur la table de politique intérieure et qu'ils sont même prêts à renverser la table internationale. Et donc ceci est de nature à mon avis, à compliquer l'impératif éveil stratégique et l'émancipation stratégique de l'Europe. Et donc la question de savoir comment retrouver un équilibre, et je serais très intéressé d'avoir vos perspectives sur cette question.

Je vous remercie.